

# La grande arnaque de la conférence sociale

vendredi 4 juillet 2014, par [PELLETIER Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 3 juillet 2014).

Lundi 7 et mardi 8 juillet se tiendra une Grande conférence sociale, troisième du genre. Une conférence qui se tient dans le sillage de l'annonce de l'insupportable progression du chômage. Mais surtout en matière de dialogue social, le gouvernement fait preuve d'une incroyable hypocrisie, avec le mépris affiché face aux revendications des cheminotEs, intermittentEs et précaires, postierEs et autres salariéEs en luttés...

Ce gouvernement - toujours aux ordres du Medef - affiche clairement le choix de son camp : ferme contre ceux qui se mobilisent pour l'emploi, les conditions de travail, le service public, leurs moyens de vivre, et toujours prêt à lâcher devant le patronat, la droite voire l'extrême droite avec sa dernière reculade, l'abandon des ABCD de l'égalité. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que le patronat, à quelques jours de la version 3 de la Conférence sociale présente, avec sa lettre au Président, ses exigences, pose ses conditions et même exerce un chantage sur sa participation.

Si les considérants sont classiques (baisse du « coût du travail » et des impôts, simplification des normes, réduction des dépenses publiques), les objectifs sont précis : compte pénibilité, stages en entreprise, réforme de l'inspection du travail, « loi Florange » (cession d'entreprise), temps partiels de 24 heures... Toutes lois ou mesures qui font pourtant déjà la part belle aux revendications patronales ou dont l'efficacité est plus que douteuse.

## **Syndicalisme d'accompagnement...**

Le patronat, uni, devrait montrer la voie aux organisations syndicales : pas de pause dans la lutte de classes. Mais malheureusement nous en sommes loin. LA CFTC, la CFE-CGC sont depuis toujours les participants zélés aux discussions entérinant tous les reculs sociaux. FO semble regretter que le patronat refuse le dialogue alors que cette confédération propose d'y mettre à l'ordre du jour les salaires, l'emploi et l'avenir de la fonction publique.

Mais le plus attristé face au risque de minage de son terrain de prédilection est Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT. Pour lui les patrons « feraient une profonde erreur... S'ils ne participent pas au sommet social, il faudra mettre fin au Pacte de responsabilité. » Pour nous, ça pourrait être la bonne nouvelle de l'été ! La CFDT défend le principe de négociations de branches sur les contreparties au Pacte en termes d'emplois, de formation et de qualifications, et la conférence sociale doit notamment permettre de faire le point sur ces négociations. Pour les signataires de l'ANI sur la compétitivité des entreprises, un des points importants était l'obtention d'une faible taxation des contrats de moins de trois mois pour tenter de convaincre les employeurs de limiter les taux d'embauches en CDD. En fait, les embauches en CDD ont battu de nouveaux records fin 2013 et sont restés au-delà de 86,6 % début 2014.

## **Où refus du dialogue social ?**

Mais les débats et prises de positions les plus significatifs viennent de la CGT, pendant que le débat est ouvert à Solidaires. La direction confédérale CGT reste sur la ligne du refus de la chaise vide. On vient de voir à la SNCF où menait cette orientation... De négociations en compromis, la direction CGT a désarmé les cheminotEs, accompagnant une réforme qu'elle considère au fond comme

impossible à combattre, se contentant de négocier des aménagements... avec des concessions que le gouvernement ne s'est au bout du compte même pas senti obligé de faire.

Dans ces conditions, avec des modalités diverses, plusieurs structures importantes (métallurgie, FERC, Livre, UGFF, URIF, des Unions départementales et des syndicats significatifs) ont pris des positions de refus de participation à la conférence sociale. La faible mobilisation du jeudi 26 juin a contribué à faire rejaillir les discussions sur la stratégie de la confédération CGT. Si certaines structures se sont engagées dans la démarche du Collectif 12 avril, c'est bien plus largement que l'orientation de la direction est mise cause. La prochaine réunion de la Commission exécutive confédérale pourrait bien voir se reproduire une situation déjà vue en 2005 au moment du vote sur le Traité constitutionnel européen.

Construire une large mobilisation contre les politiques patronales et gouvernementales est plus que jamais à l'ordre du jour. Mais le premier pas ne peut être qu'un refus de participer à une conférence dont l'unique objet est de faire croire que les seules réponses à la crise sont celles du Medef et qu'elles font consensus parmi les « partenaires sociaux ».

**Robert Pelletier**

---

**P.-S.**

\* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 249 (03/07/2014). <http://www.npa2009.org>